

Assurez votre auto en ligne rapidement!



de clics

réinventons,
l'assurance en ligne

cyberpresse.ca

LeDroit
en version intégrale
sur votre ordi

2 SEMAINES
D'ESSAI
GRATUIT



Publié le 08 juin 2009 à 22h42 | Mis à jour le 08 juin 2009 à 22h43

Parce qu'ils ne seront pas payés un dimanche

Des enseignants refusent de participer à un voyage d'école



Le Stade olympique
Photo Bernard Brault, La Presse



François Pierre Dufault
Le Droit

Une école de Gatineau doit trouver une trentaine de parents pour accompagner ses 414 élèves lors d'un voyage à Montréal, le week-end prochain, parce que ses enseignants refusent de le faire pour des raisons syndicales.

L'école du Sacré-Coeur, dans le secteur Masson-Angers, a remporté la première place du défi Lève toi et bouge au niveau régional. Le concours, qui a duré tout le mois de mai, visait à favoriser l'activité physique chez les élèves des écoles primaires du Québec.

En guise de récompense, tous les élèves de l'école gagnante dans chaque région de la province sont invités à participer à un voyage de

deux jours à Montréal, toutes dépenses payées, les 14 et 15 juin.

« Par respect pour les élèves, il me semble que les enseignants [...] devraient le faire bénévolement. »

Un parent

Près de 4000 jeunes camperont une nuit au Stade olympique et passeront une journée au parc d'amusement La Ronde.

Selon un parent, qui a préféré garder l'anonymat, le personnel de l'école du Sacré-Coeur a motivé les élèves durant toute la durée du concours. Dans les dernières semaines du défi, le gymnase de l'école était même réservé aux récréations pour encourager les élèves à bouger.

Or, maintenant que l'école s'est taillé une place parmi les vainqueurs, les enseignants invoquent des raisons syndicales et refusent de participer au voyage à Montréal. Seuls les deux éducateurs physiques ont néanmoins décidé de participer. Les autres voudraient être rémunérés pour leur journée du dimanche 14 juin.

À la recherche de 30 parents

Pour être en règle, on doit compter un accompagnateur pour cinq élèves.

Il faut donc 80 accompagnateurs pour les 414 élèves de l'école du Sacré-Coeur.

Une cinquantaine de parents avaient déjà accepté d'accompagner bénévolement le groupe de jeunes.

La direction de l'école doit maintenant en trouver une trentaine de plus, de toute urgence, pour que le voyage ait lieu.

« Je trouve ça très décevant ! Par respect pour les élèves, il me semble que les enseignants non seulement pourraient, mais devraient le faire bénévolement », a déclaré un parent en entrevue téléphonique avec LeDroit.

« Beaucoup de parents qui accompagneront le groupe, eux, ont choisi de prendre congé le lundi ».

« Je trouve extrêmement déplorable que les enfants soient pris en otage de cette façon. Il est normal que les enseignants veuillent être payés pour cette activité, mais ils auraient dû débattre de cette question avant d'encourager les enfants à participer (au concours) », a fait valoir un autre parent dans un échange de courriels.

L'école ne commente pas

De leur côté, la directrice de l'école, France Gravelle, et le directeur adjoint, Pierre Daoust, ont préféré ne pas commenter la situation.

Il a été impossible, par ailleurs, de joindre la direction de la Commission scolaire au Coeur-des-Vallées.



Ensemble Votre choix +
Téléphone intelligent 45

cyberpresse.ca

LeDroit
en version intégrale
sur votre ordi

2 SEMAINES
D'ESSAI
GRATUIT



Publié le 08 juin 2009 à 16h00 | Mis à jour le 08 juin 2009 à 18h35

Un premier décès survenu au Québec est lié à la grippe A(H1N1)



Le docteur Alain Poirier, directeur national de la santé publique
Photo: Jean-Marie Villeneuve, Le Soleil

Bernard Barbeau

La Presse Canadienne

Un tout premier décès est lié à la grippe A (H1N1), au Québec, alors qu'on parle maintenant de près de 550 cas confirmés.

Le docteur Alain Poirier, directeur national de la santé publique, a annoncé lundi qu'une dame âgée de plus de 65 ans de la région de Québec, qui s'est éteinte vendredi, était infectée par le virus. Les laboratoires n'ont toutefois confirmé que lundi qu'elle avait la grippe porcine.

«Il y avait d'autres conditions sous-jacentes: pneumonie, notamment», a-t-il souligné lors d'une conférence de presse tenue à Québec.

La dame, dont le docteur Poirier n'a pas indiqué l'âge exact, n'avait autrement pas d'importants troubles de santé chroniques.

«C'est une personne qui était ambulante et apparemment en bonne santé, qui s'est présentée avec un problème respiratoire aigu qui était suspecté comme une pneumonie bactérienne et qui a été traité comme une pneumonie bactérienne, mais on a quand même recherché le H1N1, a-t-il expliqué. Et elle s'est détériorée malgré les soins dans un centre hospitalier, ici, à Québec, et est décédée vendredi, trois jours après le début de ses symptômes.»

Le docteur Poirier n'était pas en mesure de préciser comment la défunte avait pu être infectée. Il a rappelé que la transmission du virus se fait dorénavant dans la communauté et qu'il peut y avoir transmission avant même que des symptômes apparaissent.

D'après lui, ce premier décès au Québec ne permet pas de conclure à une progression de la maladie en termes de sévérité ou de dangerosité.

«L'évolution est plus triste et malheureuse dans ce cas-ci, a convenu le docteur Poirier. On parle d'un premier décès sur plus de 500 cas, maintenant. Habituellement dans une année, avec l'influenza saisonnière, on peut aller jusqu'à quelques milliers de décès. C'est une triste histoire pour la famille, mais pour les mesures générales pour la population, il n'y a pas de changement.»

Nouveau bilan

Ce décès porte à quatre le nombre de personnes décédées après avoir contracté la grippe A (H1N1), au Canada. On dénombre environ 2100 cas au pays depuis le début du mois d'avril.

On a maintenant répertorié 542 cas de grippe A (H1N1), au Québec, dont 64 qui ont entraîné des hospitalisations. Ces données incluent les patients guéris, et ne réfèrent donc pas au nombre de patients actuellement atteints.

Les symptômes de la grippe A (H1N1) sont similaires à ceux de la grippe saisonnière. Ils incluent la fièvre, la toux, les maux de tête et les douleurs musculaires. Les personnes ayant des symptômes plus sévères devraient être examinées par un médecin.

Les mesures de protection préconisées par les autorités sanitaires tiennent toujours en un mot: hygiène. On peut réduire la propagation du virus par des moyens simples, comme se laver souvent les mains avec de l'eau et du savon ou en utilisant un produit antibactérien.

Il est aussi recommandé de tousser ou d'éternuer dans le pli de son coude ou le haut de son épaule plutôt que dans ses mains.

**Compte
d'Épargne-
placement**

C'est le but.

- Taux avantageux
- Aucuns frais
- Sans solde minimum



c'est votre intérêt

Ouvrez un

cyberpresse.ca

Publié le 09 juin 2009 à 06h45 | Mis à jour à 06h48

Diagnostic de TED: les psychologues critiquent la directive



Bientôt, les parents d'un envnt autiste n'auront plus besoin d'un diagnostic médical pour obtenir les services d'un centre de réadaptation spécialisé.

Archives La Presse



Émilie Côté

La Presse

Les psychologues québécois sont les seuls en Amérique du Nord à ne pas pouvoir diagnostiquer si un enfant est atteint de troubles envahissants du développement (TED). Le diagnostic d'un pédopsychiatre pour obtenir des services spécialisés est impératif. La Presse a appris que le gouvernement s'apprête à émettre une directive pour que l'évaluation d'un psychologue soit suffisante. Mais ce n'est qu'«un diachylon sur le bobo», dénoncent certains.

Le Québec est le seul endroit en Amérique du Nord où les psychologues ne peuvent diagnostiquer un enfant atteint de troubles envahissants du développement (TED). Le Réseau d'action Autisme/TED a lancé une

pétition - signée 5000 fois - pour que le projet de loi 21, qui prévoit une révision du Code des professions, leur donne ce droit réservé aux pédopsychiatres.

À l'heure actuelle, le Réseau estime que, seulement à Montréal, 600 familles se morfondent sur une liste d'attente pour rencontrer un pédopsychiatre et obtenir un diagnostic TED. Ensuite, ils doivent patienter entre six mois et deux ans pour avoir les soins intensifs appropriés dans un centre de réadaptation en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement (CRDITED).

Mais bientôt, les parents n'auront plus besoin d'un diagnostic médical pour obtenir des services pour leur enfant. L'évaluation d'un psychologue suffira, a annoncé à La Presse Harold Fortin, attaché de presse de Lise Thériault, ministre déléguée aux Services sociaux.

Déjà trois centres de réadaptation acceptent des enfants «évalués» et non «diagnostiqués» TED, a-t-il précisé. Une «directive administrative» sera émise sous peu par le Ministère.

«C'est en processus. Ce n'est pas encore partagé dans le réseau», confirme Brigitte Bédard, conseillère en communication à la Fédération québécoise des centres de réadaptation en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement (FQCRDITED).

Mais pour les psychologues et des organismes comme le Réseau d'action Autisme/TED, ce n'est pas assez. Ils réclament que le projet de loi 21 (voir capsule), déposé en mars dernier, soit amendé de façon à donner aux psychologues spécialisés en troubles envahissants du développement le droit de le diagnostiquer.

Québec ne compte pas aller jusque-là. Pourquoi? Le gouvernement s'appuie sur le rapport Trudeau sur la santé mentale, déposé en 2005, qui définit clairement les champs d'exercices des professionnels des différentes disciplines, répond Harold Fortin.

Le Dr Martin Drapeau, vice-président de l'Ordre des psychologues du Québec, précise que l'autisme n'est jamais diagnostiqué par un seul spécialiste. Mais il ne croit pas que l'on doive aller jusqu'à modifier le projet de loi afin que les psychologues puissent «entériner» ou «endosser» un diagnostic.

Pour les psychologues dont la clientèle est TED, c'est une évidence. «Le diagnostic TED est un diagnostic psychologique et fonctionnel, et non médical», plaide Katherine Moxness, directrice des services professionnels aux centres de réadaptation Lisette-Dupras et de l'ouest de Montréal.

Des représentants du ministère de la Santé et des Services sociaux ont par ailleurs dit à la psychologue qu'avec la nouvelle directive, les enfants «évalués» TED auront droit à moins de services que les enfants «diagnostiqués» TED. «Le fait qu'on accélère la procédure ne change rien au fait que l'enfant doit faire l'objet d'un diagnostic pour avoir le traitement approprié», confirme Harold Fortin, attaché de presse au ministère de la Santé et des Services sociaux.

Pour Nathalie Garcin, directrice des services professionnels au service de réadaptation L'Intégrale, le gouvernement ne fait que mettre «un diachylon sur une partie du bobo». L'enfant simplement TED n'aura pas accès à l'Intervention comportementale intensive (ICI) de 20 heures par semaine, tel que recommandé en 2003 par le gouvernement de Jean Charest. Et ses parents n'auront pas droit à la prestation de la Régie des rentes de 171\$ par mois.

Pour Diane Guerrera, coprésidente du Réseau d'action Autisme/TED, c'est inadmissible. «Donnera-t-on juste un peu de chimiothérapie à quelqu'un qui a le cancer? lance-t-elle. Les enfants doivent pouvoir recevoir immédiatement tous les soins nécessaires.»

«La littérature démontre l'importance de l'intervention précoce pour les enfants TED», renchérit la psychologue Katherine Moxness.

Patience et angoisse

En 2003, le gouvernement Charest a lancé la politique Un geste porteur d'avenir, pour développer des services prioritaires aux enfants âgés de 0 à 5 ans. Six ans plus tard, «la liste d'attente demeure un défi à relever», dit le communiqué de presse de la Fédération québécoise des centres de réadaptation en déficience intellectuelle.

En date du 31 mars dernier, le délai d'attente moyen pour un premier service était de 160 jours pour les enfants âgés de 0 à 4 ans. Mais les listes d'attente sont beaucoup plus longues pour que l'enfant TED puisse avoir le service d'ICI. Cela peut prendre jusqu'à deux ans, estime le Réseau d'action Autisme/TED.

Catherine Kozminski, dont la fille de 5 ans est autiste, a passé des journées au téléphone pour obtenir des rendez-vous. D'abord pour avoir un diagnostic, puis pour des services en centre de réadaptation. En attendant, le parent se meurt d'angoisse, dénonce-t-elle. «Même au privé, il y a des listes d'attente. J'étais prête à payer 200\$ l'heure pour que ma fille voie un orthophoniste», raconte la coauteure de L'autisme un jour à la fois. «Le système a des lacunes et les parents n'en peuvent plus», conclut-elle.

PROJET DE LOI 21

Le projet de loi 21 ou la Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines a été déposé devant l'Assemblée nationale, en mars dernier. Il prévoit une redéfinition des champs d'exercice professionnels. L'Ordre des psychologues du Québec l'accueille de façon favorable, car cela met fin à «l'ambiguïté» de qui peut s'afficher comme psychothérapeute. Certains psychologues québécois spécialisés en troubles envahissants du développement (TED) veulent toutefois amender le projet de loi pour qu'ils puissent enfin diagnostiquer les enfants TED, comme leurs confrères du reste de l'Amérique du Nord.

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



cyberpresse.ca

Publié le 08 juin 2009 à 06h30 | Mis à jour le 08 juin 2009 à 06h31

Un loueur de vélos se dit pénalisé par le Bixi



Depuis que des bornes Bixi ont été installées tout près de sa boutique de location de vélos dans le Vieux-Port, André Giroux dit avoir perdu des clients.

Photo: François Roy, La Presse



Martin Croteau
La Presse

Les Montréalais ont vite adopté le Bixi, comme en témoignent les 3000 déplacements enregistrés chaque jour, mais les nouveaux vélos en libre-service ne font pas que des heureux. Ils fournissent une concurrence inattendue à un entrepreneur qui loue des bicyclettes dans le Vieux-Montréal.

Propriétaire de la boutique Ça roule, rue de la Commune, André Giroux précise qu'il est favorable au nouveau programme. Mais depuis que deux bornes Bixi ont été installées à quelques mètres de son commerce, il a perdu plusieurs clients.

«Ce ne sont pas des pertes qui mettent l'entreprise en danger pour le moment, affirme-t-il. Mais avec la récession en même temps, ce n'est pas génial.»

André Giroux, qui tient boutique depuis 15 ans, possède une centaine de vélos qu'il loue aux visiteurs qui souhaitent explorer le Vieux-Port. Or, le Bixi, en principe conçu pour les déplacements courts, semble avoir été adopté par les promeneurs.

«Pensez-vous que ces gens-là vont du point A au point B? demande-t-il en montrant une mère et son fils qui roulent en Bixi. Ça m'a plutôt l'air de gens qui font de la randonnée. Ça, ce sont des clients qu'on aurait eus normalement.»

Stationnements de Montréal, l'organisme public qui gère les Bixi, reconnaît que le cas d'André Giroux n'est pas isolé. Un autre loueur de vélos, du Plateau-Mont-Royal celui-là, s'est plaint d'avoir perdu des clients, selon le porte-parole de l'organisme, Michel Philibert.

«La clientèle qu'on vise, c'est surtout les Montréalais, dit M. Philibert. On ne vise pas directement les touristes. Le Bixi n'est pas conçu pour faire de grandes randonnées, la tarification n'est pas conçue pour ça non plus.»

Stationnements de Montréal a donc déplacé une borne Bixi qui se trouvait à une quarantaine de mètres de la boutique Ça roule. André Giroux souhaite que l'organisme fasse de même avec un autre poste, situé à l'angle de la rue de la Commune et de la place Jacques-Cartier.

L'organisme n'entend pas se rendre à cette demande. En revanche, il posera, à ses frais, des panneaux publicitaires sur la borne pour inviter ceux qui souhaitent faire une randonnée plus longue à visiter la boutique Ça roule. André Giroux, lui, compte prendre le taureau par les cornes pour faire face à son nouveau concurrent. Il achètera bientôt 10 vélos costauds semblables aux Bixi et les louera 5\$ l'heure.

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

Publié le 08 juin 2009 à 20h28 | Mis à jour le 08 juin 2009 à 20h30

Cinquante vélos en libre-service à l'essai

Le BIXI arrive à Ottawa-Gatineau



Martin Roy, LeDroit



Patrice Gaudreault
Le Droit

La région d'Ottawa-Gatineau se lance dans l'aventure du BIXI, ce vélo en libre-service qui fait déjà fureur dans les rues de Montréal.

Cinquante vélos d'aluminium, répartis dans quatre stations de part et d'autre de la rivière des Outaouais, sont mis à l'essai depuis hier dans le cadre d'une étude de faisabilité qui s'étendra jusqu'à la fin septembre. Les engins sont disponibles sept jours par semaine, de 7 h à 22 h.

Financé à parts égales par la Commission de la capitale nationale (CCN), la Ville d'Ottawa et la Ville de Gatineau, le projet-pilote de 180 000 \$ doit permettre d'évaluer

l'intérêt du public et le comportement des usagers du BIXI, en prévision d'une probable implantation permanente en 2010.

« Les gens peuvent louer un vélo pour faire leurs courses plus rapidement, se rendre à différentes réunions, visiter les sites touristiques d'Ottawa et de Gatineau ou tout simplement se promener d'un endroit à l'autre au centre-ville », a expliqué le maire par intérim d'Ottawa, Michel Bellemare.

Une heure à 4,50 \$

Pour se prévaloir du service, il faut d'abord souscrire à un « accès de 24 h » au coût de 3 \$. Les 30 premières minutes d'utilisation sont gratuites. La deuxième tranche d'une demi-heure coûte 1,50 \$, la troisième 3 \$, et les suivantes 6 \$.

Cette tarification encourage une utilisation fréquente et de courte durée, soit une heure (4,50 \$) ou deux (13,50 \$). À partir de la troisième heure (25,50 \$) ou de la quatrième (37,50 \$), il s'avère plus avantageux de louer un vélo auprès d'une entreprise spécialisée de la région.

Carte de crédit à la main - de façon à effectuer le paiement assorti d'une pré-autorisation de 250 \$ - les usagers doivent obtenir un code de déverrouillage à l'une des bornes fonctionnant à l'énergie solaire. Après avoir composé le code à l'un des points d'ancrage, il suffit de tirer fermement sur le guidon pour dégager le vélo. Au terme de la promenade, le vélo peut être ramené à n'importe quelle station BIXI, en poussant la roue avant dans un point d'ancrage libre.

L'expérience de Montréal

Sur l'île de Montréal, où un millier de vélos sont en circulation depuis le 12 mai dernier, on peut déjà parler d'un « BIXI Boom ». Après moins d'un mois d'activité, le système affiche plus de 3000 déplacements quotidiens. Dans la

métropole, l'objectif est d'offrir 3000 vélos, répartis dans près de 300 stations.

« L'avantage d'arriver après Montréal, c'est qu'on bénéficiera aussi de leur expérience », observe la première dirigeante de la CCN, Marie Lemay.

La Ville de Gatineau a inscrit le projet auprès d'Hydro-Québec. La société d'État versera un appui financier de 30 \$ à 35 \$ chaque fois qu'un résidant complétera le diagnostic résidentiel Mieux consommer.

« Les résultats sont déjà très encourageants, alors que 60 % de notre objectif de 446 000 \$ est déjà atteint, a souligné le maire de Gatineau, Marc Bureau. [...] Les sommes recueillies iront directement au projet d'implantation des vélos en libre-service et à l'amélioration des infrastructures cyclables à Gatineau.

Pour la durée de l'étude, les vélos évalués à 3500 \$ pièce (stations incluses) sont fournis par la Société de vélo en libre-service de Montréal. Si la région de la capitale décide d'aller de l'avant, le projet ira en appel d'offres.

Un ado diffuse sur Facebook une liste de personnes à abattre

La Presse Canadienne (Vancouver)

09 juin 2009 | 07 h 20

Neuf chefs d'accusation ont été portés lundi contre un adolescent d'une école secondaire de Vancouver, qui aurait diffusé sur Internet une liste de personnes à abattre.

Le jeune homme de 18 ans, qui étudiait à l'école secondaire Templeton, a été arrêté le 29 mai. D'autres élèves de l'école avaient signalé à la police la publication de la liste. La police avait saisi au domicile de l'adolescent un fusil, des munitions, des bâtons de métal ainsi qu'une machette.

Selon la police de Vancouver, le jeune homme fait face à trois chefs d'accusation pour possession d'armes, dont l'un pour avoir été en possession d'une arme à feu sans détenir de permis. Deux chefs sont également portés contre lui pour voies de fait armées. Il fait aussi face à quatre chefs d'accusation pour avoir proféré des menaces.

L'identité de l'adolescent n'a pas été dévoilée puisqu'au moment des infractions présumées, il était toujours mineur.

La liste aurait été mise en ligne sur le site de réseautage Facebook. D'autres élèves ainsi que des professeurs de son école y figuraient.

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



ING DIRECT
c'est votre intérêt qui compte^{MD}

cyberpresse.ca

Publié le 08 juin 2009 à 14h00 | Mis à jour le 08 juin 2009 à 15h58

Nouvelle école à Candiac



L'école primaire Jean-Leman de Candiac est pleine à craquer.
Photo: Alain Roberge, La Presse



Marie Allard
La Presse

Une nouvelle école primaire sera construite à Candiac, a annoncé aujourd'hui Nicole Ménard, ministre responsable de la Montérégie. Le ministère de l'Éducation octroie 8 millions pour la construction de l'établissement de 21 classes. Quant à la Commission scolaire des Grandes-Seigneuries, elle paiera 164 000 \$ pour la mise en place de mesures d'économies d'énergie.

Tel qu'indiqué dans [La Presse](#) en mai, l'école primaire Jean-Leman de Candiac est pleine à craquer. En septembre prochain, 80 enfants de maternelle devront être envoyés à dans une école de Sainte-Catherine, faute de place à Candiac.

«La construction d'une école primaire à Candiac est très importante pour les élèves et leur milieu, a dit Mme Ménard. Elle permettra de diminuer les inconvénients liés au déplacement d'une majorité d'élèves vers les écoles d'autres secteurs.»

«Il est prévu que l'ouverture de l'établissement devrait être aux alentours de novembre 2010, donc dans 17 mois (appels d'offres inclus)», a indiqué Kim Ledoux, attachée de presse de la ministre de l'Éducation.

Cyberpresse vous suggère

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



cyberpresse.ca

Publié le 08 juin 2009 à 23h02 | Mis à jour le 09 juin 2009 à 06h13

La souveraineté suscite peu d'espoirs



La grande majorité des Québécois rejettent le statu quo constitutionnel.
Photo: Patrick Sanfaçon, archives La Presse



Tommy Chouinard
La Presse

(Québec) Les trois quarts des Québécois jugent que les chances que le Québec se sépare un jour du Canada sont faibles voire nulles, révèle un sondage Angus Reid-La Presse.

Mais les nouvelles ne sont pas que mauvaises pour Pauline Marois. La grande majorité des Québécois rejettent le statu quo constitutionnel. Leur coeur oscille entre plus d'autonomie et la souveraineté pure et simple.

Les résultats de ce sondage en ligne, réalisé les 4 et 5 juin auprès de 805 Québécois, tombent au moment où la chef péquiste vient de dévoiler son plan de match pour la souveraineté. Elle propose de

multiplier les revendications auprès du gouvernement fédéral en attendant le moment propice pour faire la souveraineté.

Ce moment, les Québécois sont bien peu confiants de le voir, selon le sondage Angus Reid. Pas moins de 74% des répondants estiment qu'il n'est pas tellement (47%) ou pas du tout (27%) probable que le Québec se sépare un jour du Canada. Vingt pour cent pensent que c'est assez (15%) ou très probable (5%). Six pour cent se disent incertains.

Invités à faire un choix entre le statu quo constitutionnel, la souveraineté et plus d'autonomie, les Québécois sont divisés. Quelque 32% croient que «le Québec a suffisamment d'autonomie et devrait demeurer au sein du Canada». Pour 28% des répondants, «le Québec devrait être un pays séparé et indépendant». Mais 30% jugent que «le Québec a besoin de plus d'autonomie, mais devrait tout de même demeurer au sein du Canada».

Selon Jaideep Mukerji, vice-président Affaires publiques d'Angus Reid, «la stratégie de Pauline Marois semble bonne», puisqu'elle pourrait séduire la partie de l'électorat qui, bien qu'attachée à la fédération canadienne, désire davantage d'autonomie pour le Québec. Il note également que 80% de 805 répondants ont identifié au moins un domaine où le Québec devrait avoir plus de pouvoirs.

La culture (34%), l'économie (33%) et la fiscalité (26%) viennent en tête de liste de ces «domaines où le Québec

a besoin de plus d'autonomie par rapport au gouvernement fédéral».

Ces résultats ont tout pour conforter la chef péquiste dans ses choix. Pauline Marois propose de récupérer toutes les compétences en matière de culture. Elle veut également mettre en place une déclaration de revenus unique : Québec percevrait seul tous les impôts sur son territoire.

Le Oui crée peu d'enthousiasme

La ferveur souverainiste est peu élevée, indique le sondage d'Angus Reid. Pour 40% des répondants, «le Québec devrait obtenir sa souveraineté après avoir fait une nouvelle offre formelle au Canada pour une alliance économique et politique». Mais une proportion de 41% est contre l'idée.

Quand la firme demande directement si «le Québec devrait être un pays séparé du Canada», le Oui chute à 34%. Le Non atteint 54%.

Le sondage en ligne a été réalisé les 4 et 5 juin, donc avant la sortie de Pauline Marois, auprès d'un échantillon représentatif de 805 Québécois, choisis au hasard et inscrits au Forum Angus Reid. La marge d'erreur est de 3,5 points, 19 fois sur 20.

Avec la même technique, les résultats des sondages en ligne de cette firme sont arrivés très près de ceux des dernières élections québécoises et fédérales.

Est-ce en raison de ses artistes comme Natasha St-Pier, Roch Voisine et Wilfred LeBouthillier? De sa forte communauté francophone et de son statut bilingue unique au Canada? De l'histoire du peuple acadien? Quoi qu'il en soit, de toutes les provinces, c'est le Nouveau-Brunswick qui «comprend le mieux la culture et la société du Québec», estiment 42% des Québécois interrogés par Angus Reid. Les autres provinces se trouvent loin derrière. À 9%, l'Ontario arrive au second rang. Suivent la Colombie-Britannique (4%), l'Alberta (3%) et l'Île-du-Prince-Édouard (2%). Trois provinces obtiennent 1% (Terre-Neuve, Manitoba, Nouvelle-Écosse). La Saskatchewan obtient un résultat si peu significatif que la firme l'arrondit à 0%.

Cyberpresse vous suggère

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

Students are benefiting from policy changes

BY LYNN SCOTT, THE OTTAWA CITIZEN JUNE 9, 2009 4:03 AM

Re: Students have to want to learn, May 28.

On behalf of the Ottawa-Carleton District School Board, I write in reply to recent statements about student learning and engagement.

We agree that students have to want to learn, and there is ample evidence that research-based changes in our program delivery are working to engage students more effectively in their learning and personal growth.

Our students are improving faster than the provincial rate in Grades 3 and 6. Average reading levels are increasing, EQAO results have improved, marks and pass rates on district examinations are improving, and Grade 9 credit accumulation rates are increasing.

As a board, we know that student learning can and should occur in many ways in many places -- in classrooms and labs, on sports fields, on the stage, and in the community. This month, OCDSB students outperformed all other school boards at the Ontario Technological Skills Competition, winning projects in health and safety, house building, and female youth empowerment. Earlier this year, more than 1,300 students led and participated in our Character Development Conference.

We have just honoured 30 stellar examples of student leadership and engagement at its best, with our annual Student Recognition Awards.

Our assessment and evaluation policy, a focus of considerable public discussion, is centred on student learning -- differentiating achievement and behaviour.

We remain committed to working with our teachers to address some of the practical concerns that come with new policy implementation.

Changes in policy are geared to recognize the individual learning needs of every student, so that we can improve our practices to ensure each student is fully engaged in learning and growth. Working with our communities, we are building the best education system we can offer our students.

Lynn Scott,

Chair,

Ottawa-Carleton District School Board

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

Find a **USED VEHICLE**

Make:

Model:

Research. Com

University graduate has a lot on her mind

By AEDAN HELMER, SUN MEDIA

Last Updated: 9th June 2009, 1:46am

The years of pulling all-night study sessions cramming for looming exams, poring over stacks of textbooks and filtering through myriad lab results have all culminated in this moment.

Thousands of students will cross the floors of gilded halls over the next week, passing between the austere gaze of university brass dressed in ceremonial robes, and the beaming smiles of family and friends snapping treasured photos from the aisles.

Starting today for Carleton University, and on Friday for the University of Ottawa, the Class of '09 will take that giant leap from the relative security of campus life into the "real world."

For Carleton's Melanie Clarke, who will graduate with a bachelor of science in neuroscience during this morning's ceremony, the journey that began all those years ago with an acceptance letter doesn't end now with a handshake and a rolled sheaf of parchment.

She'll continue her studies through the summer on a research grant from the Natural Sciences and Engineering Research Council of Canada (NSERC), before embarking on another two-year pursuit of a master's degree from Carleton in the fall.

But today, Clarke will be honoured as one of two recipients of the prestigious Governor General's Medal for academic excellence, achieving the highest average from a class of more than 3,800 graduating students.

"I take my studies very seriously, but I enjoy it as well, so it's not difficult for me," says Clarke.

Originally from Ottawa, Clarke said the decision to enrol at Carleton was equally about staying close to home, close to her "roots," as it was about choosing a path that sparked her interest.

With neuroscience, Clarke saw an opportunity to marry two of her passions, psychology and science, into one discipline.

"Psychology is very much dealing with human issues, and neuroscience integrates that in a scientific context," she says. "I'm very interested in knowing how the brain works, because it's so vastly unknown and we really just have these abstract concepts about it."

And today, though her journey is far from over, she's taken a vital step forward.

"It's an exciting time," says Clarke. "It's the end of one stage of my life and it's also the beginning of something new."

WHAT AN HONOUR

Carleton's 2009 honorary degree recipients:

June 9

Dan Fortin -- President of IBM Canada and a graduate of Carleton University, class of '78.

Rick Hansen -- Has raised more than \$200 million for spinal cord injury research.

Stephen Lewis -- Humanitarian and HIV-AIDS activist.

June 10

Max Keeping -- Veteran newscaster, also honoured for his commitment to local causes.

Ed Broadbent -- Long-standing NDP MP.

June 11

Christina Gold -- President and CEO of Western Union.

Hilary Pearson -- Recognized for a "stellar" career in public, private and not-for-profit organizations.

June 12

Norman Barwin -- The longtime advocate for women's reproductive rights.

Adrienne Clarkson -- Former broadcaster and governor general.

Copyright © 2009 Ottawa Sun All Rights Reserved

Support for Kemptville family ‘phenomenal’

Neighbour leading fundraising effort praises community, businesses

BY BRENDAN KENNEDY, THE OTTAWA CITIZEN JUNE 9, 2009



Eight-year-old Tanner Workman, left, Shawna Hare, 11, and Ben Condon, 9, have raised nearly \$500 at the corner of Parkinson Street and Hagan Street in Kemptville by asking drivers for donations. The money will go to the family of Angela Mayhew and John Renaud, whose home was destroyed by fire last week.

Photograph by: John Major, The Ottawa Citizen

OTTAWA — Sandra Mayhew says she’s overwhelmed by the “absolutely phenomenal” support coming from the Kemptville and Ottawa communities to help out a family left homeless by the fatal fire that ripped through two units of a Hagan Street home last week, claiming the lives of a 19-year-old mother and her baby.

Amber Lee died trying to rescue her nine-month-old daughter, Payton. Their bodies were found together on the second floor of 115B Hagan Street by firefighters. Lee and her boyfriend, Michael Fish, 28, were in the backyard when they saw the kitchen was in flames, police said.

Angela Mayhew and John Renaud lived in the adjacent unit with their sons, aged two and seven. They survived the fire, but lost everything in their home and did not have insurance.

Sandra Mayhew, a neighbour who shares a last name, but is not related to Angela, started a CIBC fund

to help the family and has been collecting material goods and contacting local businesses to see how they can help out.

"There hasn't been one business in Kemptville that has not been willing to contribute in one way or another," she said, adding that she's been fielding about 100 calls a day from people who wish to donate money, furniture or household goods.

"I have people from Kanata, Orléans, Russell, Almonte, Stittsville calling because they have stuff to donate."

She said a private landlord has provided a temporary home for the Mayhew-Renaud family, where they will be free to stay for the rest of the month. Local restaurants are offering complimentary meals and Sleep Country Canada on Ottawa's south side has donated mattresses and box springs for the whole family, she said.

Total Move Management, a local moving company has offered to pick up any furniture donations from the Ottawa area, and O'Farrell Financial Services in Kemptville is hosting a fundraising barbecue next week.

Perhaps most impressive are a bunch of neighbourhood kids who, with only a poster and a tin can, were able to raise almost \$500 from passing motorists in only a few days, she said.

"I take a lot of comfort in knowing that as a community we have rallied together to help these people," Mayhew said. "I'm a firm believer in what goes around comes around, and if this was my family, somebody else would be doing the same thing."

Mayhew said they have already collected enough furniture donations for the family, but they could always use more gift certificates for groceries or household goods.

She said the major neighbourhood stores are Your Independent Grocer, Food Basics, Giant Tiger, Canadian Tire, Home Hardware and Shoppers Drug Mart.

Mayhew is directing people who wish to make donations in memory of Amber and Payton Lee to CHEO, but she said they are also collecting material goods for Fish, who is staying with family at the moment.

Contributions to the Mayhew-Renaud family benefit account can be made at any CIBC branch in Ottawa or Kemptville.

People who want to donate gift certificates or other goods should call Sandra Mayhew at 613-218-7120.

Fundraiser for fire victims

What: A barbeque hosted by O'Farrell Financial Services to raise funds for the family of John Renaud and Angela Mayhew.

When: Tuesday, June 16 from 11 a.m. to 1 p.m.

Where: In the O'Farrell Financial Services parking lot, 292 County Road 44, Kemptville

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

All students deserve OC Transpo fare break

THE OTTAWA CITIZEN JUNE 9, 2009 4:03 AM

With the OC Transpo fare increases, effective July 1, student fares will only be available to those 27 and younger. This is unacceptable in a city that claims to encourage further education by anyone, including adults. In such an economic crisis, the city should do all it can to help those who are struggling. Students, particularly those with government loans, need every possible financial break.

I have been a full-time student for five years. I completed an undergraduate degree, a teaching degree, and am now going back for a two year master's degree. That will be seven years of school, with a possibility of more graduate studies. No matter how early I started, I would still be older than 27 before completing it.

I cannot understand how this decision is justifiable. Imposing an age limit on full-time student status should not be a decision made by the city, and especially not by the public transportation system that everyone contributes to. Regardless of age, if an individual can provide the necessary proof OC Transpo requires to obtain a student bus pass, they should be issued one without question. This restriction, along with yet another fare increase, is absurd, and needs to be reconsidered very carefully.

Megan Parent,

Ottawa

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Upper Canada Village is an education centre

THE OTTAWA CITIZEN JUNE 9, 2009 4:03 AM

Re: Village park falling on hard times, June 1.

The "improvements" to Upper Canada Village" will be its death knell.

Would anyone pay the full price to visit an attraction that has one-third of its attractions closed?
Certainly not I.

The approximate cost of admission for a family of four would be \$60. That is on top of the travel costs. If you choose to purchase lunch or dinner during your visit, the cost is higher.

Having the buildings that are not being interpreted open is an invitation to have artifacts disappear. If you don't believe that, just speak to any of the national museums in Ottawa that have had items disappear from display cases. As a former volunteer with the Canadian War Museum, I know that this can and has happened.

Upper Canada Village is not an entertainment venue. It is a centre of education where the history of our province is kept alive.

Rather than bring in "circus" acts such as the medieval knights jousting tournament -- which has absolutely nothing to do with Canadian history -- management should concentrate on historically appropriate ways of "edutaining." Take a look at what Louisbourg and King's Landing are doing to educate their visitors in entertaining ways.

In-depth talks will not appeal to families. Has management ever considered the attention span of children?

A good interpreter can engage people for a maximum of 10 minutes. That is enough time to impart pertinent information.

As for turning certain buildings into places where food and drink is served, that may not be a bad idea as long as the food and drink is of an historical nature, and the staff are trained interpreters. There is already a large cafeteria style eatery on site, as well as Willard's Hotel for full meals.

It seems this new approach is meant to encourage visitors to part with their money. But will it teach them anything?

Sue McLean, Kanata